Paul BLANQUART

Paul BLANQUART est philosophe et sociologue. Il est l'auteur d'*Une histoire de la ville. Pour repenser la société,* La découverte, 1998.

Jean-Paul II, homme politique ?

II faut savoir saluer l'ambition

A l'âge de la globalisation à la fois triomphante et destructrice, et alors que le catholicisme était en crise profonde, Jean-Paul II a voulu relancer celui-ci - ce qui était sa responsabilité première - en lui attribuant la charge d'une mondialisation rectifiée. « Catholique » ne signifie-t-il pas « universel », et n'est-il pas porteur de l'évangile de vie ? Impressionnante prétention qui ne pouvait que méduser le monde et replaçait la papauté au rang des hauts dirigeants planétaires. Reste à savoir si elle s'appuyait sur des analyses et des raisonnements suffisamment justes pour lui permettre de réussir. Car, dans le cas contraire, passé un moment d'illusion, ne laisserait-elle pas l'Eglise dans un état encore pire qu'avant ?

Géopolitique de Jean-Paul II

Il se déplace physiquement partout (sauf en Russie et en Chine) pour s'adresser directement aux peuples et entraîner ainsi les épiscopats locaux à se mobiliser sur son projet. En chaque début d'année, devant les ambassadeurs de plus en plus nombreux au Vatican, il fait le tour de l'actualité mondiale et donne sa position, qu'il prolonge en une intense activité diplomatique. Et il va présenter sa pensée à la tribune des institutions internationales (ONU, UNESCO, FAO, Conseil de l'Europe, etc.).

En ces occasions, c'est-à-dire continûment, il désigne ses cibles, qui constituent les principaux drames de l'heure : le surarmement, et d'abord les armes nucléaires qui menacent d'anéantir l'humanité entière et font qu'on ne peut plus vouloir la paix en préparant la guerre ; l'expansion économique incontrôlée qui met en danger l'équilibre écologique de la Terre et agrandit le fossé entre riches et pauvres, entraînant exclusion massive, violence généralisée et terrorisme ; la puissance brutale d'Etats qui malmènent leurs populations, les déportent et les assassinent ; les vertiges de la technique, notamment le génie génétique et la manipulation des esprits, qui déshumanisent l'humain. Comment ne pas applaudir ce pape qui vient apporter le concours de son institution à ces grandes causes humanistes que sont la paix, la justice, le respect de l'environnement, celui des peuples et des gens, la technique au service de la vie ? D'autant plus que, dit-il, le grand moyen de lutte contre ces fléaux et pour ces objectifs consiste à respecter et promouvoir les droits de l'homme.

Humanisme, donc. Mais lequel ?

C'est en ce point que tout se joue et bascule. Pour Karol Wojtyla, la cause de nos malheurs d'hier et d'aujourd'hui réside tout entière dans l'Occident moderne, né en Europe. C'est à celle-ci que l'on doit en effet ces trois grandes inventions mortifères que sont le totalitarisme politique, le scientisme et le libéralisme, dont les drames ci-dessus énumérés ne sont que des applications et conséquences. Or à quoi sont-elles dues ? Au fait que la raison produite par cette Europe moderne a mis l'homme à la place de Dieu : en rompant son alliance antérieure avec le Créateur, elle a mis l'absolu dans l'humain, affranchissant celui-ci de tout jugement supérieur à lui-même. D'où sa folie et sa faillite aujourd'hui constatées. Pour empêcher que l'homme ne meure, il faut donc renoncer à sa sécularisation, à la raison athée et agnostique (il n'y a d'humanisme que chrétien) et, pour cela, repartir d'avant-hier.

On comprend dès lors la cohérence des objectifs fixés et des argumentaires avancés par ce pape pour la réalisation de son projet inséparablement politique et d' «évangélisation », la relance catholique étant pour lui indispensable à l'avenir du monde. Parmi ceux-ci, retenons-en deux particulièrement significatifs. D'abord l'unité de l'Europe. Avant l'émergence des Etats et la naissance de la raison moderne, avant aussi le schisme entre l'Est et l'Ouest, c'était une même foi qui y unissait les peuples. Il n'y aura donc demain de civilisation européenne qu'en renouant avec ce passé chrétien, donc en y reconnaissant le rôle primordial de l'Eglise, surtout si elle se remet à respirer de ses deux poumons, l'occidental et l'oriental. Ensuite, l'affirmation qu'au fondement du lien social on ne trouve pas l'Etat, mais la nation. Or celle-ci ne vit que par une culture, laquelle est finalement religion.

Ce pape est polonais, donc issu d'un pays souvent privé d'Etat au cours de son histoire, et qui n'a survécu qu'en restant soudé par son catholicisme, lequel était enraciné dans les familles et d'une fidélité sans faille à Rome. Providentiellement élu au siège de Pierre, à l'âge où la planète à la fois se globalise et se fragmente partout dans la violence, n'a-t-il pas cette mission de rappeler que c'est à l'Eglise, appuyée sur une morale de stabilité familiale, qu'incombe la charge de l'unité humaine ? Comme au Haut Moyen Age, avec la « paix de Dieu », lorsque les évêques, étaient en capacité d'arbitrer les conflits entre seigneurs locaux, n'aurait-il pas rêvé pour sa fonction et ce qu'elle représente, d'un rôle de médiation universelle, comme on le lui demandait d'ailleurs ici ou là ?

L'inconvénient de cette belle entreprise est qu'elle repose sur **une analyse** si **partielle** et faussée **de la raison moderne** qu'elle **en dévalorise,** voire ignore, **les apports positifs**.

Premier apport : l'instauration progressive d'un Etat de droit laïc, fondé sur les libertés individuelles. II ne faudrait quand même pas oublier que si une raison politique autonome s'est constituée en Occident, affranchie de la tutelle ecclésiastique, c'était en vue d'un vivre ensemble pacifié, pour en finir avec les guerres de religion. Certes, le projet totalitaire ne peut exister que dans une société où le pouvoir est d'origine purement humaine.

Mais, si l'on y sombre, n'est-ce pas dû au fait que la puissance collective cesse de respecter l'irréductibilité des individus dont elle est censée émaner et dont elle a la charge de garantir les droits ? Certes encore, la sortie hors du lien religieux traditionnel peut favoriser l'égoïsme. Mais elle renforce surtout la responsabilité de chacun à l'égard des autres, c'est-à-dire l'exigence morale : en charge du destin de l'humanité, rien de moins, la liberté n'est pas sans règle (ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fasse).

Autre apport de la raison moderne : la maîtrise de la nature par la science, qui affranchit ainsi les humains de nombreuses entraves et soumissions. Certes, la science peut se laisser contaminer par le projet totalitaire et asservir l'humain à une puissance qu'il ne contrôle plus. Mais elle dévie alors de ce qui la lie aux autres composantes de l'intention moderne, à prendre en bloc : la reconnaissance et la promotion de libertés responsables, en débat dans le cadre d'un Etat de droit.

Résultat : ne pas prendre en compte ces apports de la raison moderne favorise la résurgence de maux et de dangers dont elle nous avait libérés. Répéter en tous lieux que nation = culture = religion, loin d'ouvrir les sociétés à l'universel, ne risque-t-il pas de renvoyer chacune d'elles à ses racines particulières, ses ancêtres, sa tradition, en les sacralisant comme c'était le cas à l'origine ? N'est-ce pas dangereux à l'heure où, aujourd'hui, se réactivent partout ethno-nationalismes, communautarismes, fondamentalismes religieux, au détriment de l'unité et de la paix ? D'autre part, la méfiance à l'égard du pouvoir de la science ne serait-elle pas due à une volonté de préserver les lois de la nature et notre soumission à celles-ci ?

Nation, nature, nous touchons sans doute là à ce qui constitue **l'unité de la pensée de Jean-Paul II**, si régressivement inactuelle. On a l'habitude d'opposer les positions politiques de ce pape, qu'on accueille favorablement, et celles qu'il adopte en matière sexuelle, que l'on rejette. A y regarder de plus près, elles sont pourtant inséparables : elles reposent les unes et les autres sur le maintien de la famille traditionnelle. En Pologne, nous l'avons vu, la nation a tenu grâce à l'alliance de la famille et de l'Eglise. A l'origine, bien avant d'être Etat (l'Etat-nation), la nation est famille, laquelle était soumise aux lois de la nature. En affranchissant de celles-ci (contraception), la science déporte la famille vers la liberté de ses membres, lesquels s'appuient alors sur l'Etat de droit, au détriment du pouvoir de l'Église.

Voilà de quoi comprendre la torsion que Karol Wojtyla fait subir aux droits de l'homme, pour récupérer ce pouvoir de l'Église. Alors que les papes les avaient condamnés de Pie VI (1791) à Pie XII, il les proclame : le voici donc moderne et populaire. Mais il place au premier rang de ces droits la liberté religieuse. Or, alors qu'en tradition occidentale la revendication de cette liberté signifiait la reconnaissance par l'Eglise de l'autonomie des consciences individuelles par rapport à elle-même, il y met, lui, le droit qu'a tout homme

d'être éduqué religieusement par elle, l'Etat étant requis d'en assurer les conditions : toujours la même involution.

Jean-Paul II, quelle politique ?

Son souci est l'Eglise, dont il veut rétablir l'autorité sociale. Non pas en réclamant le pouvoir temporel : il ne s'agit pas de théocratie. Mais en revendiquant pour elle le magistère moral. Ce qui requiert d'abord à ses yeux qu'elle ne doute pas d'elle-même, qu'elle réaffirme sa permanente identité. Or le catholicisme se présente comme un bâtiment de trois étages, construit par étapes en deux siècles. D'abord, la prédication de Jésus qui, par la foi, fait lever les humains de l'intérieur même de leurs souffrances. Puis l'élaboration intellectuelle de ce message, à l'aide de la pensée grecque, en différentes écoles qui se disputent. Enfin l'institution romaine qui unifie la doctrine et contrôle par elle la foi des personnes. Voilà qui assure à la construction une rare solidité, donc sa longévité : si l'institution périclite, la foi peut la relancer ; et si la foi met en danger l'institution, celle-ci réagit par le dogme pour recadrer la foi.

Or, au milieu du XXe siècle, la foi a contesté l'institution ; et la réforme que celle-ci a en conséquence commencé d'elle-même (le concile Vatican II) fut jugée par beaucoup, en ses prolongements, comme une menace pour son existence même. Le pape polonais a donc réaffirmé l'institution en ses structures pérennes (centralité, ordre pyramidal) et en son dogme pensé en grec.

Tout le problème est de savoir si ceci est encore possible en regard de l'humanité en histoire. Ce n'est pas par hasard que ce pape, dans son souci apologétique d'une Eglise identique à elle-même, a caricaturé la modernité pour apparaître son sauveur, alors qu'il nous ramenait en arrière. Mais il nous vouait alors à l'illusion, comme en témoigne son recours au médiatique : son apparente modernité pouvait se combiner à une modernité de l'apparence. S'il fut donc glorieux, son Eglise s'en retrouve de fait encore plus délabrée. Il aurait mieux valu laisser la foi accompagner de son service évangélique les dynamiques de notre temps. C'eût été plus utile… politiquement.

Signalons que Paul BLANQUART a déjà écrit quelques articles sur Jean-Paul II, notamment « La 'paix de Dieu' et les problèmes de Jean-Paul II », dans *Actions et recherches sociales*, 1985/4, éd. Erès, « Le pape en voyage : la géopolitique de Jean-Paul II », dans *Le retour des certitudes*, collectif, sous la direction de Paul LADRIERE et René LUNEAU, Le Centurion, 1987, « Quand l'apologétique se fait au nom d'Auschwitz », dans *Le rêve de Compostelle*, collectif, sous la direction de René LUNEAU, Le Centurion, 1989. (NdlR)